



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 15.10.2021

Focus Cameroun

Minorités sexuelles

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Document keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln. Entsprechend ist darauf zu achten, dass Dokumente mit dem Vermerk «Intern» oder «Vertraulich» nicht an hierfür nicht autorisierte Personenkreise oder Organe weitergegeben werden.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse. En conséquence, il est interdit de transmettre des documents portant la mention « Interne » ou « Confidentiel » à des personnes ou organismes non expressément autorisés.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law. Documents classified «Restricted» or «Confidential» may only be revealed to persons or organizations explicitly designated as authorized to receive them.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Sujet	4
Synthèse	4
Main findings	4
1. Introduction et sources	5
2. Contexte légal	6
3. L’homosexualité, fait de discussion publique	6
4. Vie sociale, discrimination et répression	8
4.1. Vie familiale et sociale.....	9
4.2. Accès aux soins médicaux	10
4.3. Arrestations et condamnations	11
5. Organisations de soutien	13

Sujet

Ce rapport répond aux questions suivantes:

- Des lois camerounaises concernent-elles les minorités sexuelles en particulier ?
- Comment l'homosexualité est-elle perçue dans l'opinion publique ?
- Comment se présente la vie familiale et sociale des personnes LGBT ?
- Quelle est l'attitude des forces de l'ordre et des autorités judiciaires à leur rencontre ?

Synthèse

Deux lois sanctionnent l'homosexualité par des emprisonnements d'un mois à cinq ans.

Une grande majorité de Camerounais exprime une aversion de l'homosexualité, que beaucoup considèrent comme une pratique étrangère. L'homosexualité est aussi largement perçue comme un moyen d'obtenir des faveurs, un mode de corruption ; elle est souvent associée à l'occultisme, et sa pratique attribuée à des sociétés secrètes.

Des bars, surtout à Yaoundé et Douala, sont connus comme points de rencontre pour les membres des minorités sexuelles. Quelques personnes LGBT, notamment parmi celles qui sont en mesure de générer et partager un revenu financier, sont acceptées en tant que telles par leurs familles. Par contre, beaucoup subissent le rejet, ou des pressions pour changer d'orientation sexuelle ou d'expression de genre. Des associations prévoient des médiations familiales, des logements d'urgence et une aide à acquérir une autonomie financière.

Les grandes villes, en particulier Yaoundé et Douala, sont généralement considérées comme moins hostiles aux minorités sexuelles que les milieux ruraux, où un plus fort contrôle social s'exerce. Les personnes transgenres attirent souvent plus l'attention que les autres minorités et sont de ce fait plus exposées aux discriminations et à la violence. En 2020, 268 cas de violence physique contre des personnes LGBT ont été rapportés au Cameroun.

Une centaine d'arrestations pour délit d'homosexualité ont été rapportées en 2020. Des suspects ont été libérés après quelques jours, d'autres condamnés à des peines d'emprisonnement. Des organisations de soutien tentent de négocier des libérations et apportent de l'aide juridique. La médiatisation d'une affaire peut mettre les autorités sous la pression de milieux libéraux, mais aussi de l'opinion publique homophobe. Dans au moins deux cas qui ont acquis une dimension publique par le biais des réseaux sociaux, des acteurs associatifs ont recommandé aux victimes de chercher protection à l'étranger.

Main findings

Two pieces of legislation punish homosexuality with a custodial sentence of between one month and five years.

A large majority of Cameroonians express an aversion to homosexuality, which many consider a foreign practice. Homosexuality is also widely perceived as a means of obtaining favours and therefore a mode of corruption. It is often associated with occultism and its practice attributed to secret societies.

There are bars, particularly in Yaoundé and Douala, that are known meeting points for sexual minorities. Some LGBT people are accepted by their family, especially those who are able to earn an income and help out financially. However, many are subject to rejection or are pressurised to change their sexual orientation or gender identity. Associations provide family mediation, emergency accommodation and assistance in becoming financially independent.

Large cities, particularly Yaoundé and Douala, are generally less hostile to sexual minorities than rural areas, where there is greater social control. Transgender people often attract more attention than other sexual minorities and are therefore subject to greater discrimination and violence. In 2020, there were 268 reported cases of physical violence against LGBT people in Cameroon.

Around 100 arrests for homosexuality were reported in 2020. Some of those arrested were released after a few days, others received a custodial sentence. Support organisations try to negotiate releases and provide legal aid. Media coverage of individual cases can lead to pressure being exerted on the authorities from liberal circles as well as through homophobic public opinion. In at least two cases that became public through social networks, civil society players recommended that the victims seek protection abroad.

1. Introduction et sources

Par « minorités sexuelles », le présent rapport désigne les personnes gays, lesbiennes, bisexuelles et transgenres (LGBT), mais ne s'interroge pas sur les spécificités des identités intersexuées, *queers* et au-delà. Lorsqu'on se penche sur la situation des minorités sexuelles dans la société, face aux lois et aux autorités, certaines organisations de la société civile (OSC) apparaissent comme des interlocuteurs incontournables.

Explicitement ou non, plus d'une trentaine d'organisations camerounaises s'engagent pour les droits des personnes LGBT, et leur entité faitière, la Plateforme Unity, publie un rapport annuel. Dans les lignes qui suivent, par souci de lisibilité, elles seront simplement désignées par « organisation » ou « association », tandis que les notes de bas-de-page permettront de les distinguer. Des représentants de huit d'entre elles ont accepté un entretien téléphonique en juin 2021 : quatre étant basées à Yaoundé, deux à Douala, une à Bafoussam et une à Kribi. Les notes de ces entretiens leur ont été soumises pour validation, et quelques représentants y ont apporté des compléments. Certains ont requis de ne pas être cités personnellement, alors que d'autres ont accepté ou souhaité l'être. Ces organisations de la société civile s'engagent pour les droits humains et par conséquent, mettent les violations de ceux-ci en évidence. Toutefois, les interlocuteurs ont dépeint une situation nuancée, et beaucoup de leurs propos se laissent corroborer par des travaux en anthropologie et des articles de divers médias. Le rapport annuel de la Plateforme Unity expose le nombre et la nature des violations des droits des minorités sexuelles dans l'ensemble du Cameroun, qui compte environ 27 millions d'habitants.¹ Ces chiffres reflètent les cas rapportés aux associations et on ne peut pas conclure qu'ils soient exhaustifs.

Observer la politisation et la présence de la question homosexuelle dans l'espace public permet de mieux comprendre l'attitude du gouvernement et de la société envers les minorités qui nous intéressent. C'est l'objectif d'un ouvrage basé sur plusieurs années de recherche : « Le Sexe et ses doubles », de l'anthropologue camerounais Patrick Awondo. Sa consœur Patience Biligha Tolane, également camerounaise, s'est quant à elle entretenue avec des personnes homosexuelles entre 2015 et 2017, afin d'analyser les discriminations qu'elles rencontrent. Quelques prises de position du gouvernement ont été tirées des études d'Awondo et de Tolane, mais nos recherches n'ont pas découvert d'autres déclarations officielles sur notre thème.

Un rapport traitant uniquement des personnes homosexuelles a été publié en juillet 2021 par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) du gouvernement belge. Ce document et celui du SEM ne couvrent pas exactement les mêmes aspects de la thématique : par exemple, si le rapport belge expose davantage l'attitude des acteurs religieux et politiques, il analyse moins les ressorts de l'homophobie et le fonctionnement des organisations de soutien.²

¹ Projection des Nations Unies pour 2021. Citée dans: « Cameroon », *Europa World online*, London, Routledge. www.europaworld.com (14.10.2021).

² CGRA, Bruxelles. COI Focus Cameroun. L'homosexualité, 28.07.2021. https://coi.easo.europa.eu/administration/belgium/PLib/COI_Focus_Cameroun_L (09.09.2021).

2. Contexte légal

Le préambule de la constitution camerounaise affirme l'attachement du peuple « aux libertés fondamentales inscrites dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ». ³ Cependant, l'article 347-1 du Code pénal, maintenu lors de la révision de 2016, stipule :

Est punie d'un emprisonnement de six (06) mois à cinq (05) ans et d'une amende de vingt mille (20 000) à deux cent mille (200 000) francs, toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. ⁴

De plus, la loi de 2010 sur la cyber-sécurité précise :

Article 83.- (1) Est puni d'un emprisonnement d'un (01) à deux (02) ans et d'une amende de 500 000 (cinq cent mille) à 1 000 000 (un million) F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui par voie de communications électroniques, fait des propositions sexuelles à une personne de son sexe.

(2) Les peines prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, sont doublées lorsque les propositions ont été suivies de rapports sexuels. ⁵

3. L'homosexualité, fait de discussion publique

En arrière-plan de cette législation (voir : 2) s'exprime une opinion publique généralement hostile aux minorités sexuelles. Un sondage mené en 2014-2015, puis en 2016-2018 et en 2021 a montré une variation en dent de scie de la tolérance des Camerounais envers les homosexuels (fig. 1). Ces différences de résultats ne s'expliquent pas au travers des sources rassemblées, mais nous savons que la hausse de l'intolérance en 2016-2018 coïncide avec la réforme du code pénal de 2016 qui a maintenu la pénalisation de l'homosexualité.

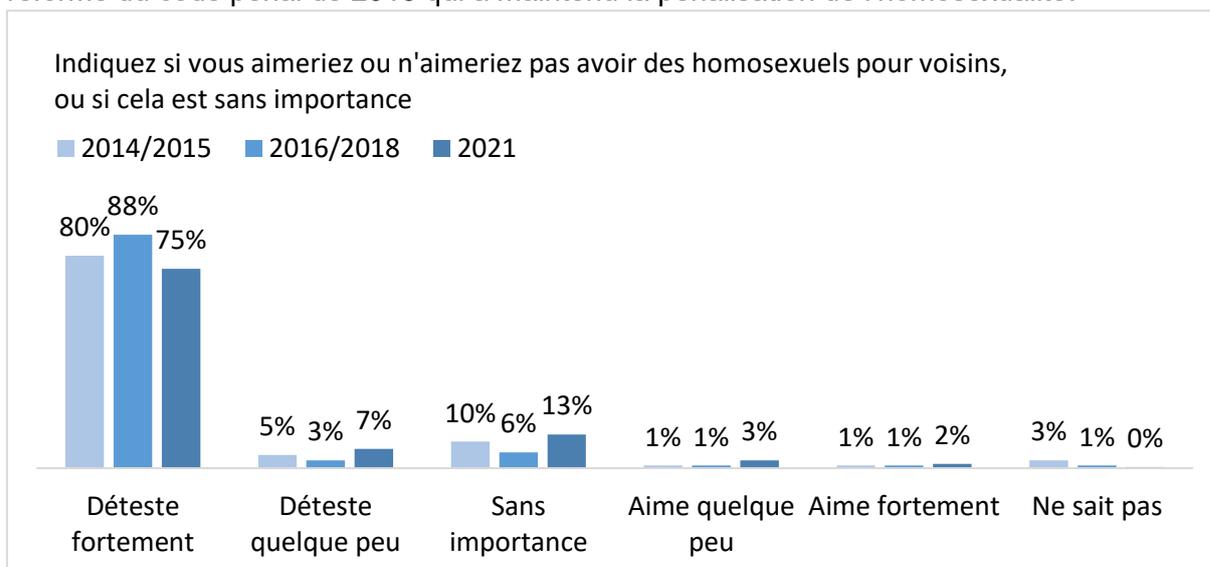


Figure 1 : Sondage auprès de 1200 Camerounais, 2014/2015, 2016/2018 et 2021. ⁶ Aux catégories « déteste fortement » et « déteste quelque peu », l'enquête de 2021 a substitué « n'aime pas tout à fait » et « n'aime pas quelque peu ».

³ Présidence du Cameroun, *Loi N°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972*, préambule. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/6283-loi-n-96-06-du-18-01-1996-revision-constitution-1972-fr (27.08.2020).

⁴ Assemblée nationale du Cameroun, *Loi N° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code Pénal, article 347-1*. www.prc.cm/fr/multimedia/documents/4722-loi-2016-007-du-12-juillet-2016-portant-code-penal-fr (23.02.2021).

⁵ Assemblée nationale du Cameroun, *Loi N°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun, article 83*. www.minpostel.gov.cm/images/Les_textes/Lois/Loi_2010-012_cybersecurite_cybercriminalite.pdf (23.02.2021).

⁶ Afrobarometer. L'analyse en ligne, Cameroun, R6 2014/2015, R7 2016/2018, Voisins: homosexuels. <https://afrobarometer.org/fr/analyse-de-donnees-en-ligne/l'analyse-en-ligne> (19.08.2021). / Afrobarometer. Enquête Afrobarometer Round 8 au Cameroun, 2021, résumé des résultats. https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Summary%20of%20results/resume_des_resultats-cameroun-afrobarometer-r8-2juin21.pdf (13.09.2021).

L'homophobie, selon un représentant d'organisation, augmente « lorsqu'il y a un < buzz > sur la question de l'homosexualité » ; de même, une homologue dans une autre organisation estime que « dès qu'un fait surgit, il y a la tendance à se ranger derrière les personnes influentes et ça déclenche un effet de masse ». ⁷ En effet, bien que des médias camerounais aient quelquefois abordé ce thème sans provoquer de scandale, la publication en janvier 2006 de listes d'homosexuels présumés par quelques journaux privés à faible tirage a créé une polémique, et érigé l'homosexualité en « fait de discussion publique » au Cameroun. ⁸ En conséquence judiciaire de cette affaire, des directeurs de journaux ont été condamnés pour diffamation. ⁹

Dans ces listes figuraient surtout des personnalités politiques du parti au pouvoir, d'où la demande de démission du gouvernement par des membres de l'opposition. ¹⁰ En associant l'homosexualité à plusieurs vices, explique un anthropologue, les articles qui accompagnent les listes ont aussi contribué au scandale :

[...] tout d'abord un lien étroit est établi entre perversion, vice homosexuel et pouvoir politique, ensuite entre prostitution, droit de cuissage, corruption et homosexualité au sein de l'appareil d'État et, enfin, entre homosexualité et « occulte » que subsume l'idée selon laquelle cette sexualité serait un symbole de la « puissance invisible ». D'où son interprétation comme rituel de passage de pouvoir mais aussi signe de ralliement à des cercles ésotériques (Rose-Croix, franc-maçonnerie, Rameau d'or, etc.). Cette dernière catégorie impliquant un lien étroit entre cercle de pouvoir, « occulte » et complot des puissants contre les plus faibles, frappe définitivement d'opprobre l'orientation homosexuelle. ¹¹

Au moins au début du 20^e siècle, des actes homosexuels constituaient des rituels de passage de pouvoir dans des sociétés secrètes du groupe ethnolinguistique Beti – majoritaire dans le sud du Cameroun. ¹² Les journaux qui ont publié les listes ont attribué les mêmes pratiques à la Rose-Croix, la franc-maçonnerie et autres cercles ésotériques qui restent actifs et sont connus pour rassembler des membres du gouvernement actuel. ¹³ Puis, ils ont établi un lien avec la corruption, en considérant que les personnes qui s'enrichissent frauduleusement par cupidité tendent aussi à se montrer insatiables sur le plan sexuel, si bien que les partenaires du sexe opposé ne leur suffisent pas. ¹⁴ Une réussite socio-professionnelle rapide peut ainsi éveiller un soupçon d'homosexualité : un jeune avocat de Douala a raconté comment la police est entrée dans son cabinet, lui a dit qu'il était « pédé », demandé comment il pouvait être avocat à son âge et s'il avait un membre de sa famille en politique, ce qui n'était pas le cas. Puis il a été arrêté – pour absence de piston, selon lui – et relâché deux jours plus tard, faute de preuve. ¹⁵

Les listes sont parues alors qu'au début des années 2000, des bruits récurrents accusaient de jeunes étudiants de Yaoundé de vivre au-dessus de leurs moyens et de se faire déposer chaque soir par des hommes âgés. Dans le sillage de ces rumeurs, lors de la messe de Noël 2005, l'archevêque de Yaoundé a désigné l'homosexualité comme une menace sur la jeunesse : « Au nom d'un emploi à octroyer, au nom d'une prétendue promotion, [...] on veut imposer l'homosexualité aux jeunes gens comme itinéraire de réussite ». ¹⁶

Ensuite, « au nom de l'exception culturelle, une opération carton rouge à l'homosexualité » a été annoncée par un groupe d'étudiants dans un journal en février 2006. Ce memorandum, paru « alors que l'affaire des présumés homosexuels fait la une de la presse », justifie sa condamnation en évoquant « l'Afrique en tant qu'entité et unité culturelle et civilisationnelle à part entière [...] » tout en reconnaissant « le droit de certaines sociétés d'Occident en fonction

⁷ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

⁸ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 57.

⁹ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 78.

¹⁰ Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 118. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

¹¹ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 63.

¹² Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 110-117, 121.

¹³ Jeune Afrique, Paris. Georges Dougueli. Cameroun : francs-maçons et francs-patrons, 02.03.2016. www.jeuneafrique.com/mag/303985/politique/cameroun-francs-macons-francs-patrons/ (20.08.2021).

¹⁴ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 72.

¹⁵ Cité par: Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 119. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

¹⁶ Cité par: Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 85, 87.

de leurs réalités propres, d'admettre ce qui nous semble abominable ». ¹⁷ En 2009, le cardinal Tumi a estimé que ce particularisme culturel était menacé : « le protocole de Maputo qui prétend parler de la femme est le cheval de Troie des homosexuels ». ¹⁸ Similairement, en 2021, un politologue a déclaré à la télévision que la nomination par les Etats-Unis d'un ambassadeur homosexuel à Yaoundé était une façon d'imposer l'homosexualité au Cameroun, et un prêtre a appelé à refuser l'accréditation. ¹⁹

Les voix attribuant un caractère étranger à l'homosexualité trouvent un écho au gouvernement : à propos du maintien de la pénalisation par la réforme du code pénal de 2016, le ministre de l'Agriculture d'alors, Henri Eyebe Ayissi, a déclaré que l'objectif était de « réaffirmer la souveraineté de l'Etat camerounais et de montrer l'extériorité de l'homosexualité à notre société ». ²⁰ Un anthropologue estime que cette perception est entretenue sur le plan des relations internationales, considérant qu'il « n'est pas un leader de grande puissance libérale qui n'ait critiqué les lois homophobes du continent africain, créant un sentiment de conflit et de tensions postcoloniales entre un Nord libéral et une Afrique homophobe ». ²¹

4. Vie sociale, discrimination et répression

D'après l'imagerie populaire évoquée précédemment (voir : 3), et comme l'a confirmé un représentant d'une association, « l'homosexualité est perçue comme une malédiction, un pêché, une secte, un déshonneur, un déséquilibre mental, une sorcellerie. Elle sert à obtenir des faveurs, un poste, un marché public ou un pouvoir. Cette perception empêche les personnes homosexuelles de « sortir du placard ». La plupart utilisent des « mariages de façade » pour se cacher et mener leur vie ». ²²

Des bars sont néanmoins connus par les membres des minorités sexuelles comme points de rencontre avec leurs pairs, surtout à Douala et Yaoundé. ²³ Dans ces établissements, selon une représentante d'organisation, il est possible de « chasser les homophobes moyennant un paiement aux vigiles ». ²⁴ Autres lieux de socialisation, des *grins* sont périodiquement organisés à domicile. Grin, en Afrique de l'Ouest, se réfère à un moment de discussion entre pairs autour d'un thé. ²⁵ Dans leurs locaux, des associations invitent à des événements à but informatif, social ou récréatif ; entre autres, pour la prévention du virus d'immunodéficience humaine (VIH) et la célébration de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la bisphobie (IDAHOT). ²⁶ Les réseaux sociaux sur l'Internet offrent un moyen supplémentaire de rencontre, mais exposent davantage aux guet-apens (voir : 4.3). ²⁷

¹⁷ Cité par: Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 93.

¹⁸ Cité par: Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 168.

¹⁹ Actu Cameroun, Yaoundé. Njoya Moussa (politologue) : « les USA veulent amener le Cameroun à lever l'interdiction de l'homosexualité », 25.06.2021. <https://actu cameroun.com/2021/06/25/njoya-moussa-politologue-les-usa-veulent-amener-le-cameroun-a-lever-linterdiction-de-lhomosexualite/> (09.09.2021). / Actu Cameroun, Yaoundé. Un prêtre catholique demande au Cameroun de refuser l'accréditation du nouvel ambassadeur des Etats-Unis, 12.06.2021. <https://actu cameroun.com/2021/06/12/un-pretre-catholique-demande-au-cameroun-de-refuser-laccreditation-du-nouvel-ambassadeur-des-etats-unis/> (23.08.2021).

²⁰ Cité par: Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 123. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

²¹ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 30.

²² Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

²³ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonu, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAU-PEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

²⁴ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

²⁵ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 197.

²⁶ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 198. / Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

²⁷ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Voir: Rights Africa. Courtney Stans. Cameroon: Four gay men arrested, beaten in Kekem, 15.06.2020. <https://rights africa.com/2020/06/15/cameroon-four-gay-men-arrested-beaten-in-kekem/> (24.02.2021).

4.1. Vie familiale et sociale

Quelques homosexuels sont acceptés en tant que tels par leurs familles, explique un représentant d'une association,

parce qu'ils les soutiennent financièrement, ou dans d'autres cas, surtout si l'enfant est unique, la mère plaide parfois en sa faveur et lui recommande la discrétion. Dans d'autres familles, le gay est obligé de simuler. La situation économique de la famille ne joue pas de rôle : il y a des familles défavorisées qui acceptent leur enfant homosexuel et des riches qui le rejettent et vice versa.²⁸

Plusieurs sources confirment que certaines familles se montrent tolérantes en raison de l'aide financière qu'elles reçoivent de leur fils ou fille LGBT.²⁹ Par ailleurs, une directrice d'organisation juge l'acceptation plus probable si les parents ont une éducation moyenne ou supérieure.³⁰

D'autres familles de personnes homosexuelles ou transgenres exercent sur elles des pressions ou des violences pour qu'elles changent, notamment en arrangeant un viol correctif ou un mariage sans consentement pour leur fille lesbienne.³¹

Enfin, plusieurs sources considèrent le rejet familial comme fréquent³² : en 2019, 134 cas ont été rapportés à un collectif d'associations.³³ Parmi celles-ci, plusieurs entreprennent des médiations, qui selon une d'elles, réussissent dans près d'un cas sur trois.³⁴ Pour le reste, des refuges accueillent durant trois mois des membres des minorités sexuelles victimes d'exclusion familiale ou d'autres violences. Dans le cadre de la lutte contre le VIH, le gouvernement étasunien finance quatre de ces établissements, qui sont gérés par des organisations camerounaises et se situent à Yaoundé, Douala, Bafoussam et Bertoua. Ce financement, en juin 2021, était uniquement garanti pour l'année en cours. Chacun de ces refuges compte une quinzaine de lits, propose un appui psychologique et une aide à l'insertion professionnelle.³⁵ Des structures plus petites s'y ajoutent : une association dispose notamment de quatre lits à Douala, et une autre de six lits à Kribi.³⁶ Des victimes se réfugient aussi dans les bureaux d'une organisation à Yaoundé, où ils dorment par terre. Ces locaux ont abrité jusqu'à douze personnes en novembre 2020, et quatre en juin 2021 ; selon le directeur, les occupants ne se rendaient pas dans un refuge établi, de crainte que leur statut séropositif leur vaille l'hostilité des autres usagers.³⁷

²⁸ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

²⁹ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021. / Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 122. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

³⁰ Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

³¹ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

³² Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021. / Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

³³ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020, p. 17. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droist-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021).

³⁴ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

³⁵ Rights Africa. Courtney Stans. Cameroon: 4 shelters welcome LGBTQ+ victims of violence, 05.02.2021. <https://rightsafrika.com/2021/02/05/cameroon-4-shelters-welcome-lgbtq-victims-of-violence/> (07.06.2021). / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

³⁶ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

³⁷ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

Dans le cadre familial ou au-delà, la violence physique touche régulièrement des personnes LGBT : 191 cas ont été rapportés en 2019, et 268 en 2020.³⁸ A titre d'exemple parmi ces cas, une femme transgenre et travailleuse du sexe vivait avec deux amies et collègues transgenres dans un appartement à Yaoundé, et invitait parfois des amis efféminés. Cette situation a éveillé l'attention d'un voisin, qui a fait irruption en décembre 2020 avec trois jeunes du quartier. Ceux-ci ont vandalisé les lieux, frappé les trois résidentes, et les ont menacées de mort si elles ne quittaient pas le quartier immédiatement. Le bailleur est intervenu et a amené les trois victimes dans un motel.³⁹

Les personnes transgenres, d'après plusieurs sources, se révèlent plus vulnérables que d'autres minorités⁴⁰, et une directrice d'association précise : « l'attitude sociale envers les personnes trans* [formulation choisie par la source] est pareille que le rejet des homosexuels. La société pourrait tolérer un gay qui n'attire pas l'attention lorsqu'il passe seul dans la rue, mais une personne trans* attire l'attention et des insultes, en particulier si elle présente des traits masculins ou féminins et n'a pas bien fait son *passing* [transformation physique] ». ⁴¹ Cependant, les autres minorités ne sont pas préservées de la violence.⁴²

Yaoundé et Douala sont généralement considérées comme moins hostiles envers les minorités sexuelles que les plus petites localités et les milieux ruraux, en raison de leur diversité culturelle et d'un contrôle social plus faible.⁴³ En ville, indique un représentant d'organisation, « les communautés sont moins concentrées, la mentalité est plus ouverte. A Yaoundé, des personnes sont rejetées de leurs familles mais mieux acceptées dans d'autres milieux. Contrairement à une zone rurale, chacun se mêle de ses [propres] affaires ». ⁴⁴ D'où la recommandation d'un autre représentant d'organisation : « dans un environnement homophobe, il faut être caméléon, rester prudent, adapter sa couleur à celle du milieu et attendre quand on est dans les villes dites de « liberté » pour se lâcher ». ⁴⁵

4.2. Accès aux soins médicaux

Trente-huit cas de discriminations de membres des minorités sexuelles en milieu hospitalier ont été rapportés en 2019.⁴⁶ Des établissements de santé ont notamment refusé de s'occuper de personnes transgenres : « certains soignants, de par leurs croyances, pensent qu'ils ne peuvent pas toucher ces personnes », et des patientes ont été « victimes d'oublis volontaires dans les salles d'attente ». ⁴⁷ Une représentante d'association a détaillé qu'à l'hôpital, une personne transgenre « reçoit des regards désapprobateurs, fait l'objet de mimiques, ou des regards haineux se fixent sur elles. Les moins résilientes quitteront l'hôpital puis n'y retourneront

³⁸ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droist-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021). / Unity Plateforme, Yaoundé. Rapport national annuel 2020 des violences et violations faites aux MSG au Cameroun, 24.04.2021.

³⁹ Unity Plateforme, Yaoundé. Rapport national annuel 2020 des violences et violations faites aux MSG au Cameroun, 24.04.2021, pp. 23-24.

⁴⁰ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droist-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021). / Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

⁴¹ Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁴² Unity Plateforme, Yaoundé. Rapport national annuel 2020 des violences et violations faites aux MSG au Cameroun, 24.04.2021, p. 23.

⁴³ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

⁴⁴ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

⁴⁵ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁴⁶ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020, p. 17. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droist-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021).

⁴⁷ Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

pas. Certains médecins peuvent se mettre à faire un prêche religieux et condamner moralement la trans-identité ».⁴⁸

Similairement, « de par ses vêtements et ses manières », ou en fonction du motif de consultation, comme un déchirement de l'anus, un gay peut subir des discriminations dans un hôpital. Une lesbienne, selon une représentante d'organisation, ne peut pas révéler au personnel médical qu'elle a des relations sexuelles avec une autre femme, et si un soignant lui demande de faire venir sa partenaire, « ce n'est pas faisable ». Cette même source estime qu'au Cameroun, la plupart des psychologues sont homophobes.⁴⁹

Pour pallier ces obstacles, des organisations dispensent des soins dans leurs locaux : prévention, dépistage, ainsi que traitement du VIH par médication antirétrovirale constitue un pilier de leur dispositif.⁵⁰ Une d'entre elles a mis sur pied un service de proctologie, tandis que plusieurs font venir du personnel de soin et des psychologues pour des cas divers, tout en référant des patients à des services de santé connus pour leur sensibilité aux droits des minorités.⁵¹ D'où les recherches entreprises par une organisation pour identifier des psychologues « *friendly* ».⁵²

4.3. Arrestations et condamnations

Soixante arrestations pour délit d'homosexualité ont été rapportées en 2018, puis 27 en 2019 : une baisse que des organisations de soutien ont attribuée au travail d'avocats recrutés par elles.⁵³ En 2020, cependant, le nombre de cas a atteint 98, dont 53 lors de la célébration de l'IDAHOT dans un hôtel à Bafoussam. Ces 53 personnes ont toutes regagné la liberté après cinq jours, et six ont déclaré avoir subi un examen anal durant leur détention. Puis entre février et avril 2021, 24 arrestations ont été rapportées, dont douze personnes relâchées le même jour.⁵⁴ En juin de la même année, la prison centrale de Yaoundé comptait onze détenus pour délit d'homosexualité, dont trois n'avaient pas encore été jugés, et huit avaient été condamnés ; deux d'entre eux avaient alors purgé huit des dix-huit mois de leur peine.⁵⁵ Les sources rassemblées n'indiquent pas quelle proportion des arrestations donnent lieu à des détentions prolongées ou aboutissent à des condamnations. Abordons quatre cas illustratifs.

Le premier s'est déroulé en juin 2020 à Kekem, dans la région Ouest. D'après une journaliste spécialisée sur le thème LGBT au Cameroun, Charles [prénom fictif] s'est rendu à un endroit isolé derrière un bâtiment scolaire, pour un rendez-vous proposé en ligne par deux hommes qu'il ne connaissait pas. Ces hommes l'ont frappé, puis Charles est retourné chez lui et a raconté ce qui lui était arrivé. Des membres de sa famille l'ont frappé à leur tour, et sous la contrainte, il a divulgué les noms de trois amis gays. La famille a appelé la police, qui a arrêté

⁴⁸ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021.

⁴⁹ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonu, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

⁵⁰ Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonu, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

⁵¹ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020, p. 19. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droits-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021). / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁵² Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation à Kribi, 21.06.2021.

⁵³ Humanity First Cameroon, Alternatives Cameroun, Douala, Yaoundé. Rapport annuel 2019 des violences et violations des droits sur la base de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression des caractéristiques sexuelles au Cameroun, 17.05.2020, p. 18. <https://76crimesfr.files.wordpress.com/2020/05/rapport-annuel-2019-de-violation-des-droits-des-msg-au-cameroun.pdf> (16.07.2021).

⁵⁴ Human Rights Watch, New York. Cameroon: Wave of arrests, abuse against LGBT people, 14.04.2021. www.hrw.org/news/2021/04/14/cameroon-wave-arrests-abuse-against-lgbt-people (17.06.2021).

⁵⁵ 76 Crimes, Laguna Niguel. Colin Stewart. Aidez-nous à libérer deux homosexuels, exposés et arrêtés au travail, 28.06.2021. <https://76crimesfr.com/2021/06/28/aidez-nous-a-liberer-deux-homosexuels-exposes-et-arretes-au-travail/> (31.08.2021).

les quatre personnes et les a torturées jusqu'à ce qu'elles avouent leur homosexualité.⁵⁶ Ceux-ci ont été condamnés en août 2020 à une amende, plus une peine d'un mois de prison pour Charles. Ils ont ensuite été hébergés pour trois mois dans des refuges d'organisations de soutien à Yaoundé et Douala, en vue d'acquiescer à une autonomie financière.⁵⁷ Ce récit de l'affaire diverge avec d'autres articles en ligne qui s'appuient sur une déclaration de la police, selon qui des témoins ont surpris les quatre individus « en pleine partouze » et abusant d'une jeune personne.⁵⁸ Les sources rassemblées n'indiquent toutefois pas que la procédure judiciaire ait retenu cette version, ni que le verdict ait sanctionné un abus sexuel.

Un second cas a pris place en février 2021 à Bafoussam, dans la région Ouest également. Ryan a accepté d'avoir un rapport sexuel rémunéré avec Philip [deux prénoms fictifs], qui a d'abord laissé son téléphone en gage, puis essayé de le récupérer sans avoir payé, ce que Ryan a refusé, et Philip a porté plainte à la police. Les agents ont découvert que les deux individus étaient des bénéficiaires de l'organisation Colibri, qui défend les droits des minorités sexuelles. Ils en ont ainsi perquisitionné les locaux et arrêté six bénéficiaires et sept membres du personnel. Ces treize prévenus ont été libérés en l'espace de trois jours.⁵⁹ Mis à part ce cas précis, où la plainte a été motivée par un intérêt matériel personnel, il n'est pas rare qu'au Cameroun, des homosexuels expriment de l'homophobie et dénoncent leurs pairs afin de camoufler leur propre orientation sexuelle.⁶⁰

L'arrestation de deux personnes connues sous les noms de Shakiro et Patricia a été davantage médiatisée que les deux cas précédents. Personnalité transgenre dont la page *Facebook* compte plus de 20 000 abonnés⁶¹, Shakiro se présente comme une « femme dans la peau d'un homme » : n'ayant pas changé de sexe, son identité officielle demeure masculine.⁶² « Elle » a créé une polémique en publiant des vidéos en 2019, dont une qui la montrait durant un rapport sexuel, puis des internautes ont réclamé son arrestation, et d'autres appelé à la vindicte populaire.⁶³ En février 2021, Shakiro et sa compagne Patricia – également transgenre – ont été arrêtées dans un restaurant de Douala, au motif de ne pas être en possession de leur carte d'identité.⁶⁴ Condamnées en avril à cinq ans de prison et 200 000 FCFA d'amende pour « tentative d'homosexualité », elles ont été remises en liberté provisoire alors que débütait leur procès en appel, en juillet 2021.⁶⁵ Le mois suivant, Shakiro et Patricia ont été tabassées par une dizaine de jeunes dans une rue de Douala.⁶⁶ Leur avocate a donc recommandé

⁵⁶ Rights Africa. Courtney Stans. Cameroon: Four gay men arrested, beaten in Kekem, 15.06.2020. <https://rightsafrika.com/2020/06/15/cameroon-four-gay-men-arrested-beaten-in-kekem/> (24.02.2021).

⁵⁷ Rights Africa. Homosexuality in Cameroon: 4 plead guilty and are set free, 19.08.2020. <https://rightsafrika.com/2020/08/19/homosexuality-in-cameroon-4-plead-guilty-and-are-set-free/> (23.02.2021).

⁵⁸ Le Bled Parle, Yaoundé. Quatre jeunes garçons pris en flagrant délit d'homosexualité dans la région de l'Ouest, 12.06.2020. www.lebledparle.com/fr/societe/1113774-quatre-jeunes-garcons-pris-en-flagrant-delit-d-homosexualite-dans-la-region-de-l-ouest (20.09.2021). / Koaci, Abidjan. Cameroun : Nouvelles arrestations pour homosexualité dans la région de l'Ouest, 13.06.2020. www.koaci.com/article/2020/06/13/cameroon/societe/cameroon-nouvelles-arrestations-pour-homosexualite-dans-la-region-de-louest-142256.html (20.09.2021).

⁵⁹ Laguna Niguel. Cameroun : 13 personnes soupçonnées d'être homosexuelles arrêtées par la police, 08.03.2021. <https://76crimesfr.com/2021/03/04/cameroon-13-personnes-soupconnees-detre-homosexuelles-arretees-par-la-police/> (23.06.2021). / Human Rights Watch, New York. Cameroon: Wave of arrests, abuse against LGBT people, 14.04.2021. www.hrw.org/news/2021/04/14/cameroon-wave-arrests-abuse-against-lgbt-people (17.06.2021).

⁶⁰ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, p. 128. / Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁶¹ Shakiro 237 Officiel New. www.facebook.com/shakiir237 (02.09.2021).

⁶² Jeune Afrique, Paris. Franck Foute. Cameroun - Affaire Shakiro et Patricia : le débat sur la pénalisation de l'homosexualité relancé, 15.05.2021. www.jeuneafrique.com/1172428/societe/cameroon-affaire-shakiro-et-patricia-le-debat-sur-la-penalisation-de-lhomosexualite-relance/ (21.05.2021).

⁶³ 76 Crimes, Laguna Niguel. Steeves Winner. Cameroun : Transphobie à visage découvert, 07.11.2019. <https://76crimesfr.com/2019/11/06/cameroon-transphobie-a-visage-ouvert/> (01.09.2021).

⁶⁴ Rights Africa. Trans celebrity Shakiro under arrest in Cameroon, 12.02.2021. <https://rightsafrika.com/2021/02/12/trans-celebrity-shakiro-under-arrest-in-cameroon/> (23.02.2021).

⁶⁵ RFI, Paris. Cameroun: libération provisoire pour les deux femmes transgenres condamnées à 5 ans de prison, 14.07.2021. www.rfi.fr/fr/afrique/20210714-cameroon-liberation-provisoire-pour-les-deux-femmes-transgenres-condamnees-a-5-ans-de-prison (15.07.2021).

⁶⁶ 76 Crimes, Laguna Niguel. Colin Stewart. La célèbre transgenre Shakiro agressée au Cameroun, 11.08.2021. <https://76crimesfr.com/2021/08/11/la-celebre-transgenre-shakiro-agressee-au-cameroon/> (31.08.2021).

qu'elles soient désormais accompagnées d'un garde du corps, « en attendant là encore de pouvoir demander l'asile et quitter le pays ». ⁶⁷

Juliette [prénom fictif], autre femme transgenre, est quant à elle déjà sortie du pays et se trouvait en juin 2021 au Bénin. Peu avant son exil, elle s'est rendue dans un motel. Un homme a appris que des personnes transgenres étaient présentes dans l'établissement et est entré avec une machette pour les agresser. Juliette a donc voulu porter plainte, mais plutôt que d'enregistrer sa déposition, l'agent de police l'a incriminée pour son identité transgenre, et accusée d'être la cause de sa propre agression. Il l'a filmée à son insu, a diffusé la vidéo sur l'Internet, puis un mandat d'arrêt a été émis à son encontre. Considérant que Juliette avait déjà été plusieurs fois emprisonnée et n'avait jamais eu gain de cause sur le plan judiciaire, des associations ont créé un fonds pour l'aider à quitter le Cameroun. ⁶⁸

Des quatre cas exposés ci-avant, les deux derniers se distinguent par la lourdeur des peines encourues et l'insistance des poursuites judiciaires. Ils concernent tous deux des personnes transgenres (voir : 4.1) et ont acquis une dimension publique par le biais de l'Internet. A propos de Shakiro, une représentante d'organisation estime que « l'Etat n'attendait qu'un petit faux pas de sa part pour pouvoir l'arrêter. Des plaintes avaient été déposées contre elle et des personnes influentes demandaient déjà son arrestation, mais la communauté internationale avait l'affaire à l'œil. Donc, il fallait un prétexte. L'Etat a pensé que s'il ne condamnait pas Shakiro, il allait se faire accuser de soutenir l'homosexualité ». ⁶⁹ Et un homologue d'une organisation sœur a ajouté que dans ce même cas, « nous avons peut-être fait trop de bruit, nous aurions pu négocier mieux », bien que dans d'autres affaires, la sollicitation de « partenaires médias et d'ONG de droits de l'homme » ait porté ses fruits. ⁷⁰

Si une personne LGBT est arrêtée et que l'affaire se trouve encore devant les forces de l'ordre, des associations ont indiqué qu'elles se présentaient au poste de police comme défenseurs des droits humains, utilisaient des fonds propres pour négocier la libération, ou que des alliés dans les mairies et commissariats pouvaient « intervenir en sous-marin ». ⁷¹ Par contre, si une procédure judiciaire a été initiée, certains accusés sont défendus par des magistrats spécialisés dans les droits des minorités sexuelles. Figure la plus notoire d'entre eux, l'avocate Alice Nkom, première femme inscrite au barreau du Cameroun, prend régulièrement la défense d'homosexuels présumés et personnes transgenres. Son plaidoyer se concentre en partie sur les vices de forme, la dignité humaine, et la primauté des conventions internationales. ⁷²

5. Organisations de soutien

L'avocate Alice Nkom (voir : 4.3) préside de surcroît l'Association de défense pour les droits des homosexuels (ADEFHO), basée à Douala et qui existe depuis 2003. La préfecture n'a pas répondu à sa demande d'autorisation, ce qui, selon la Constitution, en fait une association reconnue par défaut. Celle-ci a surtout été médiatisée depuis qu'elle a pris la défense et obtenu la libération de onze jeunes accusés d'homosexualité en 2006, affaire coïncidant avec celle des listes (voir : 3) ; puis en 2011, lorsque l'Union européenne lui a attribué un don de 300 000 Euros, un financement dont le ministre des Affaires étrangères a « officiellement signifié le refus ». ⁷³

⁶⁷ Association Stop Homophobie, Paris. Cameroun : L'influenceuse trans Shakiro et son amie Patricia « lynchées » par une dizaine de jeunes à Douala, 12.08.2021. www.stophomophobie.com/cameroun-linfluenceuse-trans-shakiro-et-son-amie-patricia-lynchees-par-une-dizaine-de-jeunes-a-douala/ (01.09.2021).

⁶⁸ Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁶⁹ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021.

⁷⁰ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁷¹ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngonon, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁷² Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 134, 136-137, 154. / France 24, Paris. Invité du jour - Alice Nkom : "Être homosexuel au Cameroun, c'est vivre dans la terreur et la violence", 17.05.2021. www.france24.com/fr/émissions/invité-du-jour/20210517-alice-nkom-être-homosexuel-au-cameroun-c-est-vivre-dans-la-terreur-et-la-violence (03.09.2021).

⁷³ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 79, 134, 138.

En 2006, le médecin Steave Nemande et d'autres collaborateurs d'Alice Nkom ont fondé l'association Alternatives Cameroun, qui a davantage communiqué sur son engagement en faveur des droits humains et contre le VIH que sur la défense des personnes homosexuelles. Contrairement à ADEFHO, elle a reçu une autorisation officielle. Homosexuels déclarés, ses fondateurs ont tissé des liens avec de grandes organisations étrangères, comme Aides et Sidaction, basées en France.⁷⁴ Alternatives Cameroun est en mesure de recruter des spécialistes dans divers domaines, principalement la santé et le droit.⁷⁵

D'autres organisations soutenant les minorités sexuelles ont vu le jour dans les années 2010. Certaines d'entre elles, aux moyens modestes, réfèrent des usagers à des « organisations sœurs » qui peuvent, par exemple, assurer le suivi d'un traitement contre le VIH, une assistance juridique, ou offrir un logement d'urgence.⁷⁶ De tels services dépendent des contributions de divers donateurs, entre autres : le Fonds mondial, l'Union européenne, les gouvernements étatsunien (USAID) et allemand (GIZ).⁷⁷ Trente-quatre organisations, dont Alternatives Cameroun et ADEFHO, constituent aujourd'hui la Plateforme Unity, et collaborent ainsi pour la collecte de données sur les violations des droits. A travers la Plateforme, elles tendent également à établir des lignes directrices pour l'assistance aux victimes d'agressions.⁷⁸

Des projets de lutte contre le VIH amènent le Ministère de la santé à collaborer avec des organisations soutenant les minorités sexuelles, qui sont généralement reconnues pour être davantage exposées au virus, et donc considérées par les acteurs sanitaires comme des populations clés.⁷⁹ Un représentant d'une organisation a expliqué que « les partenaires techniques évitent le sujet de l'orientation sexuelle, mais se focalisent sur la personne humaine et [...] précisent qu'ils sont là pour la santé des Camerounais et pas pour la promotion d'une orientation sexuelle ».⁸⁰

De nombreux homosexuels qu'une anthropologue a rencontrés veulent « une amélioration de leurs conditions de vie, mais refusent de s'enregistrer auprès des associations pour devenir des militants, par peur de représailles ».⁸¹ En effet, une organisation a remarqué que les réunions de prévention contre le VIH ne permettaient pas de toucher tous les homosexuels ; par contre, en six mois, une ligne téléphonique gratuite et confidentielle a amené 642 hommes homosexuels à faire un dépistage du VIH, et les 33 testés positifs parmi eux à débiter un traitement antirétroviral.⁸² Des évolutions plus générales sont perçues par la directrice d'une autre association :

Il y a quelques années, les organisations comme la nôtre n'existaient pas, et les communautés n'avaient pas accès à ces services et pouvaient moins se réunir. Le plan stratégique national contre le VIH, par exemple, a commencé à prendre en compte les minorités sexuelles et transgenres comme population cible. Il y a eu un grand changement, mais on peut faire mieux.⁸³

En matière de sécurité, des acteurs associatifs recommandent aux membres des minorités sexuelles de rester discrets, c'est-à-dire de « mener [leur] vie sentimentale et sexuelle dans l'intimité absolue »⁸⁴, ou pour les personnes transgenres « qui sont très féminines, [...] de ne

⁷⁴ Patrick Awondo, *Le sexe et ses doubles*, Lyon, ENS Éditions, 2019, pp. 139-145.

⁷⁵ Infos concours education. Recrutement massif chez Alternatives-Cameroun - Programme CHAMP, 12.04.2021. <https://infosconcoureducation.com/recrutement-massif-chez-alternatives-cameroun-programme-champ/> (07.09.2021).

⁷⁶ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021. / Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021. / Entretien téléphonique avec Chanelle Kouankep, représentante de l'organisation Transamical à Yaoundé, 22.06.2021.

⁷⁷ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Entretien téléphonique avec Patrick Fotso, directeur exécutif de l'organisation Alcondoms à Douala, 21.06.2021.

⁷⁸ Unity Plateforme, Yaoundé. Rapport national annuel 2020 des violences et violations faites aux MSG au Cameroun, 24.04.2021, pp. 16-20.

⁷⁹ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁸⁰ Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021. / Le Fonds mondial, Genève. Les populations-clés. www.theglobalfund.org/fr/key-populations/ (09.09.2021).

⁸¹ Patience Biligha Tolane, « L'homosexualité ensorcelée au Cameroun », *L'Homme & la société*, 206 (1), 2018, p. 115. <https://doi.org/10.3917/lhs.206.0113> (09.03.2020).

⁸² Entretien téléphonique avec un représentant de l'organisation Colibri à Bafoussam, 18.06.2021.

⁸³ Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

⁸⁴ Entretien téléphonique avec une représentante d'une organisation de soutien aux femmes vulnérables à Douala, 18.06.2021.

pas trop exprimer cet aspect de l'identité partout ». ⁸⁵ Toutefois, selon une directrice d'association,

Il n'y a pas de moyen de se mettre à l'abri des violations de droits et des discriminations, car les personnes transgenres doivent pouvoir s'exprimer. La meilleure chose à faire reste de sensibiliser sur les problématiques de genre, et de faire en sorte que les populations clés aient accès aux soins. Nous ne faisons pas l'apologie de l'homosexualité, mais réclamons nos droits fondamentaux. Si ce message était compris, les violations de droits et les arrestations seraient moins fréquentes. ⁸⁶

Des organisations ont elles-mêmes été cibles de violences. A titre illustratif, alors qu'une d'elles préparait un événement festif en 2019 à Kribi, quatre individus ont fait irruption dans ses locaux qu'ils ont vandalisés, tout en menaçant les collaborateurs avec des couteaux. ⁸⁷ A Bafoussam, par ailleurs, l'association Colibri a fait l'objet d'une descente de police en 2020, puis d'une autre en 2021, avec à chaque fois plusieurs arrestations (voir : 4.3). Une organisation basée à Yaoundé occupe quant à elle intentionnellement des locaux situés sur un troisième étage, car jugé plus discret qu'un rez-de-chaussée. ⁸⁸ Connu pour défendre les minorités sexuelles, l'avocat Michel Togué a signalé que des associations parviennent aussi à se protéger en sollicitant des diplomates, que les autorités écoutent « afin de ne pas salir l'image du pays ». ⁸⁹

⁸⁵ Entretien téléphonique avec Biombi a Kiki, présidente de l'association Positive Vision à Yaoundé, 22.06.2021.

⁸⁶ Entretien téléphonique avec Estelle Porchert, directrice exécutive de Transigeance à Yaoundé, 29.06.2021.

⁸⁷ Erasing 76 Crimes, Laguna Niguel. Colin Stewart. Cameroon: Youths disrupt Pride, burn advocacy office, 12.01.2019. <https://76crimes.com/2019/01/09/cameroon-youths-disrupt-pride-burn-advocacy-office/> (08.09.2021).

⁸⁸ Entretien téléphonique avec Eric Landry Ngono, président, et Chyrol Kounkeu, directeur exécutif de l'organisation ASCEAUPEV à Yaoundé, 18.06.2021.

⁸⁹ Cité par: CGRA, Bruxelles. COI Focus Cameroun. L'homosexualité, 28.07.2021, p. 11. https://coi.easo.europa.eu/administration/belgium/PLib/COI_Focus_Cameroun_L (09.09.2021).